

Points

forts

04

De la Polynésie française

BILAN
COMPTES ÉCONOMIQUES 2008

2008, LES PRÉMICES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ...

Les dépenses d'investissement et, dans une moindre mesure qu'en 2007, la consommation finale des ménages ont permis d'obtenir une croissance légèrement positive à prix courants (+ 0,3 %) et nulle une fois corrigée de l'effet prix. La demande extérieure, qui subit progressivement les effets de la crise financière mondiale en cours, diminue significativement par rapport à 2007, tandis que les importations de la Polynésie française sont quasi stables. L'aggravation du déficit commercial polynésien vient donc de nouveau peser sur les performances de l'économie.

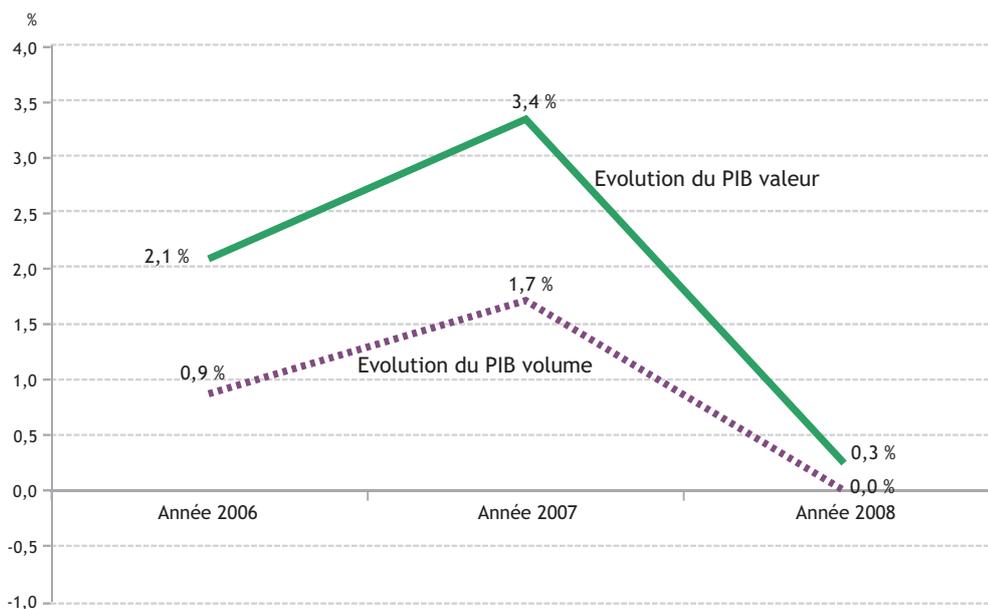


INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



En valeur, le produit intérieur Brut (PIB) en 2008 atteint 579 milliards de F.CFP et progresse de 0,3 % par rapport à l'année précédente après + 3,4 % entre 2006 et 2007. Après correction des effets-prix¹, le PIB réel stagne en 2008 après + 1,7 % en 2007. Une consommation finale des ménages résistante, de même que la croissance de la composante investissement ont permis à la Polynésie française d'éviter la récession qu'a connue par exemple la France sur la même période. Le PIB réel par habitant diminue néanmoins de 2,23 à 2,21 millions de F.CFP par habitant, du fait de l'accroissement démographique.

CROISSANCE RÉELLE ET NOMINALE



Source : comptes économiques, ISPF

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIE NNE STAGNENT

Les ressources de l'économie polynésienne sont constituées de la production locale et des importations. Ce sont ces ressources qui seront utilisées par les agents économiques pour l'ensemble de leurs activités².

En 2008, la production, mesurée à prix constants, s'élève à 917 milliards de F.CFP, soit une augmentation de 0,02 % par rapport à 2007 et une hausse de 163 millions de F.CFP.

La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité³ principale et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Ces 20 branches d'activité ont été regroupées en sept composantes pour mieux appréhender leur évolution ainsi que leur contribution respective à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ne mesurer que l'effet réel de la croissance (i.e. sans effet « prix »), les données de 2008 ont été exprimées en francs de 2007 (autrement dit, à prix constants).

1 : Le PIB réel (ou en volume) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

2 : La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre en regard de ces ressources leurs utilisations par les agents économiques, il convient, par la suite, de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations.

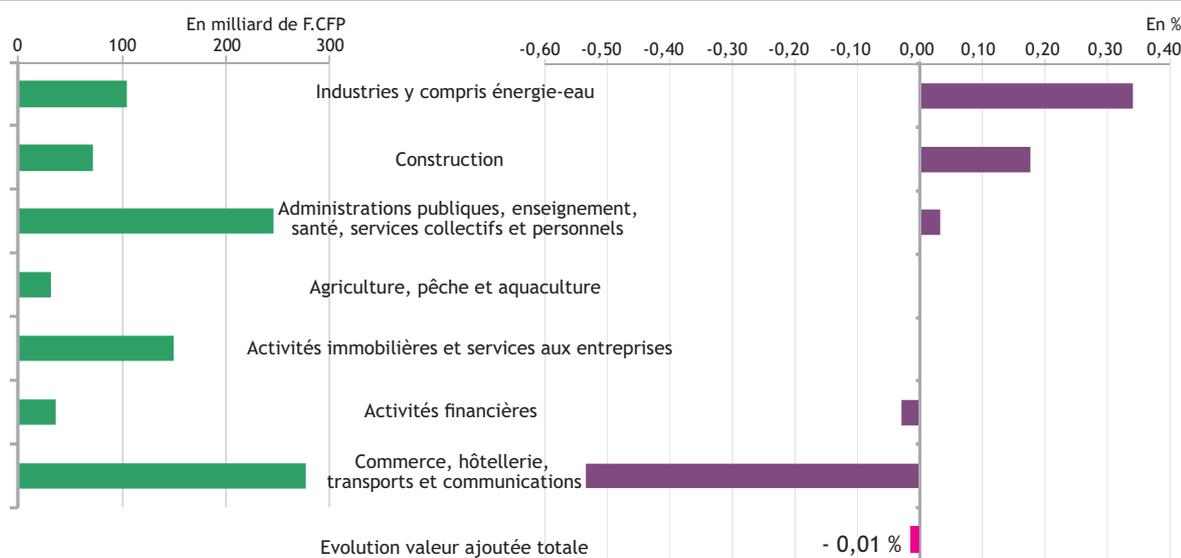
3 : Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

LES RESSOURCES			
	2008 à prix constants	2007	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Production* (z)	917 421	917 258	0,02
Somme des valeurs ajoutées (a)	501 476	501 545	- 0,01
Impôts sur les importations (b)	29 500	29 801	- 1,01
Impôts sur les exportations (c)	1 727	1 631	5,89
Autres impôts sur les produits (d)	47 972	47 745	0,48
Subventions sur les produits (e)	- 3 241	- 3 327	- 2,58
Importation (f)	212 875	214 073	- 0,56
Total ressource (z+b+c+d+e+f)	1 206 254	1 207 181	- 0,08
Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)	577 434	577 395	0,01
PIB/habitant	2,21	2,23	- 0,90

* : La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

Source : comptes économiques, ISPF

PRODUCTION DES BRANCHES **CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE**



Source : comptes économiques, ISPF

La contribution à la croissance du PIB réel de chacun des regroupements de branches est liée à l'évolution de la production en volume⁴, c'est donc cette variable qui sera plus particulièrement commentée.

• **L'industrie y compris l'eau et l'énergie** représente 11 % de la production totale et son activité s'est accrue de 3,9 % en 2008 (+ 4,8 % en 2007). La branche Industrie des biens d'équipement, et notamment l'activité de réparation navale, a connu un fort développement (+ 25 %). Dans une moindre mesure, les industries de biens intermédiaires (+ 4,4 %) et de biens de consommation (+ 4,6 %) ont également contribué à la croissance de ce regroupement. Seule la production des industries agroalimentaires a marqué le pas en 2008 (- 0,6 %) confrontée à une baisse de 1,6 % de la demande des ménages pour ces produits et à une baisse de 14 % de sa production exportée.

D'autre part la production électrique affiche une hausse de 1,4 %, certes moins marquée qu'en 2007 (+ 4,3 %) mais qui continue à soutenir la performance du regroupement.

4 : La production en volume, malgré son nom, représente une valeur exprimée en unités de monnaie constante. La distinction entre la production en valeur et celle en volume correspond à la distinction entre production mesurée en valeur à prix courants et production mesurée en valeur (et non en quantités physiques) à prix constants, ici aux prix de l'année précédente. Mesurer l'évolution de la production en volume permet une mesure de cette évolution hors effet prix.

• **La Construction**, qui représente 8 % de la production totale, affiche en 2008 une croissance d'activité de 0,9 % (2,6 % en 2007). Cette hausse de production de 600 millions de F.CFP résulte principalement de l'augmentation de l'investissement des ménages et des entreprises en bâtiment. Avec une progression de 1,9 %, l'activité de construction de maisons et bâtiment vient contrebalancer l'effet négatif de la diminution des dépenses publiques d'investissement sur le chiffre d'affaires de l'activité de Travaux publics (- 15,2 %).

• **L'administration publique, l'enseignement, la santé et les services aux personnes** regroupent des acteurs publics et privés et représentent 27 % de la production totale, avec 246,8 milliards de F.CFP en 2008. La production non marchande⁵, très majoritairement issue des administrations, représente 71,8 % du total et a diminué de 0,5 % en 2008, dans le domaine de l'Éducation, de la Santé et de l'Action sociale.

À l'inverse, la production marchande (28,2 % du total) a progressé de 2,4 %, sous l'effet de la croissance de la production de la branche Éducation-Santé (+ 4,5 %) et de celle des services aux personnes (+ 3,3 %).

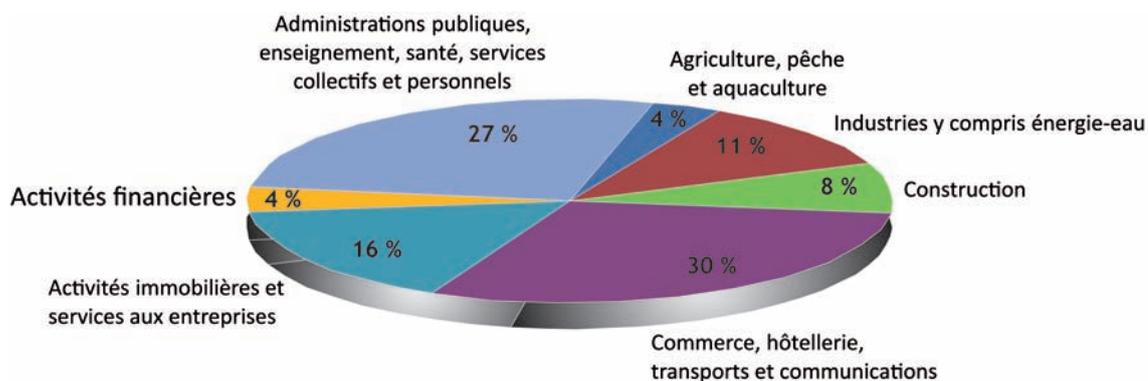
En 2008, les activités audiovisuelles de même que les opérations d'assainissement ont alimenté la croissance des services personnels tandis que les activités hospitalières, la médecine généraliste et dentaire ainsi que la formation continue d'adultes soutenaient la production de la branche Éducation-Santé-Action sociale.

La vigueur de ces branches permet au regroupement de contribuer positivement à la hausse de la valeur ajoutée totale, malgré la baisse de la production non marchande de l'Administration (- 0,6 % sur la période contre + 2,5 % en 2007).

• La production de **l'agriculture, la pêche et l'aquaculture**, constituée de 78 % de production marchande et 22 % de non marchande, est quasi identique à 2007 (+ 0,2 %). En 2008, la première composante a connu une croissance de près de 3 % tandis que la production des ménages pour l'autoconsommation⁶ se contractait de près de 10 %.

La perliculture, qui représente 53 % de la production marchande de ce regroupement en 2008, progresse de 13 %, sous l'effet de l'augmentation des volumes de produits perliers exportés. Autres composantes de l'activité marchande, la pêche et l'agriculture pénalisent l'évolution de la branche primaire avec des baisses respectives de 4 et 6 %. La production agricole chute de près de 9 %, affaiblie par des récoltes en diminution pour les fruits, les légumes et également pour les produits vivriers. Seule la production de coprah a progressé entre 2007 et 2008. Parallèlement des rendements à l'hameçon plus faibles qu'en 2007 pour la pêche hauturière ont réduit le volume de la production des activités de pêche.

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION EN 2008



Source : comptes économiques, ISPF

• La production du regroupement **Activités immobilières et services aux entreprises** diminue de 800 millions en 2008 (- 0,6 %) et s'établit à 150 milliards de F.CFP. L'accélération de la production des services aux entreprises (+ 1,9 % en 2008) ne suffit pas à compenser la baisse d'activité de la promotion et de la location immobilière (- 2,5 %). Le dynamisme des services comptables, de l'ingénierie et des services de réparations automobiles n'a pas été suffisant pour compenser le ralentissement des chiffres d'affaires de l'administration d'immeubles et des activités de marchands de biens immobiliers.

5 : La production non marchande inclut :

- la production de services fournis gratuitement ou quasi-gratuitement par les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, autrefois appelées administrations privées, associations comme les syndicats, partis politiques, fondations à caractère humanitaire).
- certaines productions des ménages : l'emploi de personnel domestique (femmes de ménage, cuisiniers, gardes d'enfants... lorsque ces services ne sont pas réalisés par des entreprises) ; les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service ; la production des jardins potagers auto-consommée est également estimée.

6 : L'autoconsommation concerne les produits agricoles et de la pêche, les services domestiques ainsi que les loyers imputés (on considère en comptabilité nationale que les ménages propriétaires de leur logement s'auto-versent un loyer fictif pour le service de logement qu'ils se rendent).

• Exposée faiblement aux investissements immobiliers titrisés (subprimes) qui ont provoqué la faillite ou le sauvetage de grandes banques américaines et internationales, la branche des **Activités financières** ralentit légèrement sur l'année 2008. La production des banques locales, comme celle des compagnies d'assurance marque le pas, entraînant la production globale de la branche dans une baisse de 0,3 %.

• **Le commerce, l'hôtellerie, le transport et les télécommunications** dont la croissance en 2007 avait été un des éléments explicatifs de la croissance du PIB, pâtit en 2008 de la baisse de la demande extérieure, du ralentissement de celle des Administrations, et de l'atonie de la consommation des ménages. La production de la branche transport s'érode de 3 %, dans le sillage de la baisse des volumes de transport de fret et de personnes, quel que soit le mode de transport. Le ralentissement est encore plus net pour la branche télécommunications (- 9 %), notamment pour les activités de téléphonie mobile et d'administration de réseaux de télécommunications. Le commerce conserve peu ou prou le même niveau de production qu'en 2007, avec une hausse de 0,5 % de ce niveau.

Les activités d'hôtellerie, et plus particulièrement la restauration, progressent cependant en 2008 après le point bas de 2007, générant une croissance de 2,2 %.

Au global la production du regroupement diminue de 1,5 % sur la période.

• **Les importations⁷** (constituées pour 83 % de biens et 17 % de services) sont en baisse en 2008. La composante « services » affiche un retrait de 14 % qui contraste avec la hausse des importations de biens (+ 2,7 %). Cette hausse des importations de biens est intégralement supportée par les importations de biens d'équipement, les importations hors bien d'équipement étant stables en 2008.

Les services de transports (- 19 %) ainsi que les autres services aux entreprises (- 12 %) expliquent à eux seuls la baisse des importations de services.

DE L'UTILISATION DE CES RESSOURCES

La production locale et les importations constituent l'offre et seront consommées par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent, les entreprises consomment aussi des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire) et investissent aussi. Le dernier acteur de

EMPLOI DES RESSOURCES			
	2008 à prix constants	2007	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Consommation finale (a)	543 324	544 922	- 0,29
Consommation des ménages	360 243	360 079	0,05
Consommation finale des Administrations	183 081	184 843	- 0,95
Formation brute de capital (b)	133 641	127 486	4,83
Biens d'équipements	68 564	62 941	8,93
Construction	63 070	62 493	0,92
Investissements immatériels	2 007	2 052	- 2,19
Variations des stocks (c)	1 967	1 388	41,71
Solde de la balance des biens et services (d)	- 101 498	- 96 401	5,29
Exportations	111 377	117 672	- 5,35
Exportations de biens	31 497	29 215	7,81
Exportations de services	79 880	88 457	- 9,70
Importations	212 875	214 073	- 0,56
Importations de biens	177 521	172 906	2,67
Importations de services	35 354	41 167	- 14,12
PIB (a+b+c+d)	577 434	577 395	0,01

Source : comptes économiques, ISPF

⁷ : Dans la nouvelle série de comptes, base 2005, les données relatives aux importations et exportations de services ont pu être intégrées puisqu'elles sont disponibles dans de la Balance des Paiements de Polynésie française, établie chaque année depuis 1998 par la Banque de France puis par l'IEOM.

notre économie, le reste du monde, d'où proviennent nos importations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

• **Consommation intermédiaire**

Les consommations intermédiaires, intégrées dans les processus de production des entreprises, progressent de 0,17 % en volume, entre 2007 et 2008. Cette croissance est légèrement plus importante que la production et cet écart provient principalement des branches agricoles, télécommunications et transport, qui voient leurs consommations intermédiaires se réduire moins vite que leur production en volume.

• **Consommation finale des ménages**

La consommation finale des ménages, qui englobe la consommation marchande et l'autoconsommation⁸ représente 62,4 % du PIB. Ainsi, l'impact de cette variable sur la croissance économique est le plus souvent déterminant. En 2008, une consommation des ménages quasi inchangée en volume se traduit par un PIB réel qui stagne. Dans le détail, la consommation marchande des ménages a progressé de 0,3 % tandis que l'autoconsommation a subi une baisse de 1,7 %, notamment du fait du déclin de l'autoconsommation de produits agricoles.

Après une année 2007 de rebond (+ 2,2 %) la demande des ménages en 2008 est fragilisée par les inquiétudes suscitées par la crise financière internationale dont la faillite de la banque Lehman Brothers, en septembre 2008, est symboliquement considérée comme l'événement en marquant le début. La consommation marchande de services (49 % de la demande marchande) a progressé de 1,3 %, au profit des postes « hôtellerie-restauration », « services aux personnes » et « santé-éducation-action sociale ».

La consommation marchande de biens, qui s'est réduite de 0,6 %, s'est principalement contractée dans les « produits intermédiaires », les « produits agricoles » et dans les « biens d'équipements ». Les immatriculations de voitures neuves, en diminution de 7 % entre 2007 et 2008, témoignent de la tendance baissière de la demande des ménages sur ce type de biens.

• **Consommation finale des administrations⁹**

Après une hausse de 3,3 % en 2007, la consommation finale des administrations se contracte, en volume, de près de 1 %. Cette évolution s'explique par une année de consommation finale de l'administration dans les bâtiments et travaux publics particulièrement importante en 2007, qui n'a pas d'équivalent en 2008, mais aussi par la baisse de 2,5 % des effectifs salariés de l'administration, principalement liée à la baisse des effectifs de l'administration centrale (11 090 personnels d'État en 2008 contre 11 988 en 2007, soit - 7,5 %).

• **Formation finale brute de capital fixe**

Les administrations, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions) consacrent une partie de leurs dépenses à l'investissement. Pour la deuxième année consécutive, les dépenses d'investissement en volume ont progressé en 2008, affichant une croissance de 4,8 %. Sur cet exercice, les acteurs privés, ménages et entreprises, ont dynamisé la demande, tandis que le secteur public restait en retrait.

L'investissement en bâtiment et travaux publics, dont l'administration constitue le principal donneur d'ordre, a connu une légère croissance (+ 0,9 %) dans un contexte de baisse de la commande publique (- 18 % de dépenses liquidées par le Pays, l'État et les établissements publics par rapport à 2007). Les entreprises, notamment celles impliquées dans la promotion immobilière, ont permis de limiter le ralentissement de la branche en augmentant en moyenne leurs investissements immobiliers de 13 % en 2008. D'autre part, les ménages, toujours encouragés par le prolongement du programme de prêts bonifiés par le Pays, stimulent la demande en construction, comme en témoigne la progression de 6 % des encours de crédits immobiliers des particuliers.

La hausse de 9 % des investissements en biens d'équipements en 2008 est en grande partie liée à une opération importante réalisée par une entreprise de production d'électricité. Les entreprises de transports, de services aux entreprises ainsi que les institutions bancaires ont également participé à l'augmentation de l'investissement en matériel.

• **Exportations**

Les exportations de biens, en volume, progressent en 2008, principalement sous l'effet de la hausse des produits perliers exportés et de la vente d'un avion (ATR). À l'inverse, les volumes exportés de produits agricoles et agroalimentaires, de même que ceux des biens de consommation ont pesé négativement sur les exportations.

8 : Rappel : L'autoconsommation concerne les produits agricoles et de la pêche, les services domestiques ainsi que les loyers imputés (on considère en comptabilité nationale que les ménages propriétaires de leur logement s'auto-versent un loyer fictif pour le service de logement qu'ils se rendent).

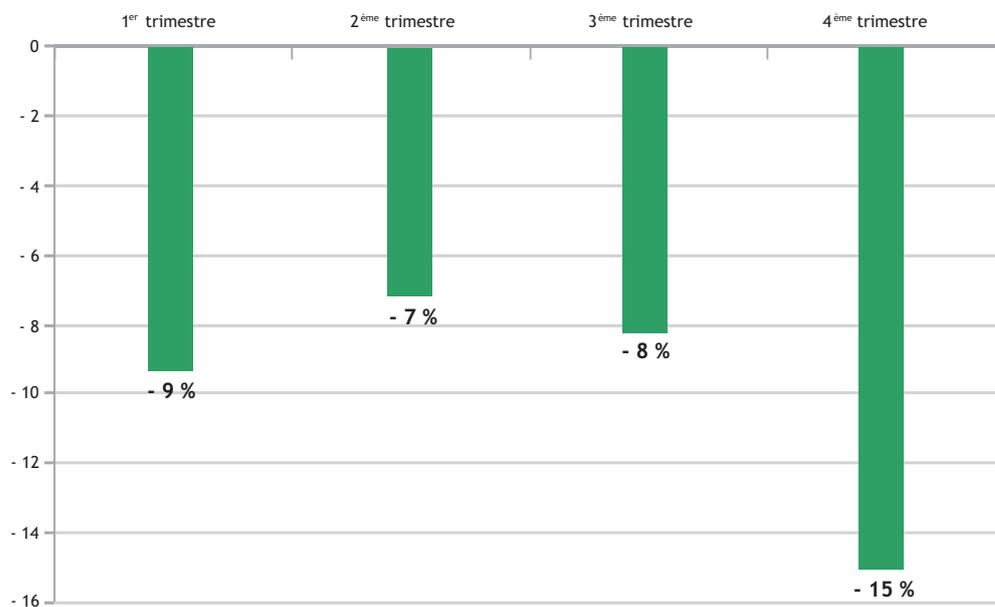
9 : La consommation finale des administrations correspond à la valeur des biens et services produits par les administrations elles-mêmes.

Dans un contexte de crise économique internationale naissante, la fréquentation touristique en Polynésie française enregistre en 2008 une baisse significative de près de 10 %. Ainsi, les exportations de services, en grande partie liées au tourisme, apparaissent en forte baisse (- 9,7 %).

Les services de transports aériens, l'hôtellerie-restauration et en général les services sensibles aux flux touristiques pénalisent les exportations de services.

Au global, la composante « exportations », en baisse de 5,3 %, pèse sur le niveau de croissance réel du PIB, témoignant de la sensibilité de la Polynésie française à la conjoncture économique internationale. ■

ÉVOLUTION DES ARRIVÉES TOURISTIQUES ENTRE 2007 ET 2008 PAR TRIMESTRE (EN GLISSEMENT ANNUEL)



Source : comptes économiques, ISPF

- 5,35 %

La baisse de la valeur réelle de nos exportations, dans un contexte de crise économique qui s'étend à l'ensemble de nos partenaires en 2008.



Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs) ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la Balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

Pour avoir accès aux données détaillées de la comptabilité nationale :
<http://www.ispf.pf/themes/EconomieFinances/Compteseconomiques/>

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF